

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

ARRETES DU MAIRE - Services techniques

JUILLET 2017

ARST_2017_091	TX EIFFAGE REFECTION CHAUSSEE RUE SAINT EXUPERY_DU 03.07.17 AU 31.07.17	1-2
ARST_2017_092	TX SNCTP AVALOIR CARREFOUR GUILLOT GAMBETTA_DU 10.07.17 AU 13.07.17	3-4
ARST_2017_093	TX SANUELEC BRANCH ELEC IMP BELIN_DU 24.07.17 AU 28.07.17	5-6
ARST_2017_094	TX PURGES VOIRIE EUROVIA_DU 03.07.17 AU 31.07.17	7-8
ARST_2017_095	TX SONDAGES GEOTECHNIQUES GEOTEC_DU 10.07.17 AU 10.09.17	9-10
ARST_2017_096	LIMITES AGGLOMERATION CHENOVE	11-12
ARST_2017_097	TX DUC PRENEUF TAILLE HAIE URGO AV CARRAZ_DU 31.07.17 AU 04.08.17	13-14
ARST_2017_098	TX GENIE CIVIL RACCORDEMENT LHTP SETELEN 33 RUE DE LONGVIC_DU 20.07.17 AU 31.07.17	15-16
ARST_2017_099	TX TDLV RUE PAUL LANGEVIN REPARATION FUITE_DU 24.07.17 AU 31.07.17	17-18
ARST_2017_100	DEMENAGEMENT LE 21/07/2017 MERLE 5 RUE CHARLES POISOT_21.07.17	19-20
ARST_2017_101	TX AMENAGEMENT TROTTOIRS 3 RUE DE LA JUSTICE_EIFFAGE_DU 19.07.17 AU 07.08.17	21-22
ARST_2017_102	OUVERTURE AU PUBLIC DU RESTAURANT CHEZ LOUISE 51 AV CARRAZ	23-24
ARST_2017_103	ENLEVEMENT DE GRAFFITS ET TAGS SUR LA COMMUNE DE CHENOVE	25-27
ARST_2017_104	TX VOIRIE RESEAU EP 3 RUE JEAN MOULIN NOIROT_DU 25.07.17 AU 29.09.17	28-29

ARST_2017_105	DEMENAGEMENT ROBERT 11 PLACE ANNE_LAPREVOTE_DU 25.07.17 AU 01.08.17	30-31
ARST_2017_106	CREATION PLACE PMR 2 RUE LAMARTINE	32-33

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de réfection de chaussée par l'entreprise EIFFAGE ROUTE, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement sur la rue Antoine de Saint Exupéry.

ARRÊTE

Article 1 :

L'entreprise EIFFAGE ROUTE est autorisée à intervenir rue Antoine de Saint Exupéry pour des travaux de réfection de chaussée.

Une restriction de circulation sera mise en place avec maintien d'un cheminement pour piétons suivant l'avancement des travaux. Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire à compter de ce jour jusqu'au 31 juillet 2017.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise EIFFAGE ROUTE sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise EIFFAGE ROUTE, sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise EIFFAGE ROUTE,
Police Municipale,
DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 3 juillet 2017



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de réparation d'un avaloir sur la chaussée par l'entreprise SNCTP, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation au carrefour rue Maxime Guillot / rue Léon Gambetta.

ARRÊTE

Article 1 :

L'entreprise SNCTP est autorisée à intervenir au carrefour rue Maxime Guillot / rue Léon Gambetta pour des travaux de réparation d'un avaloir sur chaussée.

Une restriction de circulation sera mise en place suivant l'avancement des travaux. Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 10 juillet au 13 juillet 2017.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise SNCTP sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise SNCTP, sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise SNCTP ,
Police Municipale,
KEOLIS,
DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 4 juillet 2017



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de branchement électrique par l'entreprise SANUELEC, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement au droit du 2 impasse Edouard Belin.

ARRÊTE

Article 1 :

L'entreprise SANUELEC est autorisée à intervenir au droit du 2 impasse Edouard Belin pour des travaux de branchement électrique.

Une restriction de circulation sera mise en place suivant l'avancement des travaux et la circulation des piétons sera déviée sur le trottoir d'en face. Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 24 juillet au 28 juillet 2017.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise SANUELEC sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise SANUELEC, sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise SANUELEC,
Police Municipale,
DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 4 juillet 2017



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,



Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de purges de voirie par l'entreprise EUROVIA, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement au droit du parking Olympe de Gougues.

ARRÊTE

Article 1 :

L'entreprise EUROVIA est autorisée à intervenir au droit du parking rue Olympe de Gougues pour des travaux de purges de voirie..
Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 03 Juillet 2017 au 31 juillet 2017.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise EUROVIA sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise EUROVIA, sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,

Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise EUROVIA,
Police Municipale,
DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 7 juillet 2017



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,


Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant .que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de sondages géotechniques, par l'entreprise GEOTEC, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement au droit du 2 rue Nicolas Cugnot.

ARRÊTE

Article 1 :

L'entreprise GEOTEC est autorisée à intervenir au droit du 2 rue Nicolas Cugnot pour des travaux de sondages géotechniques.

Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 10 juillet 2017 au 10 septembre 2017.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise GEOTEC sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise GEOTEC sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :

Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise GEOTEC,
Police Municipale,
DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 7 juillet 2017



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

N° ARST_2017_096**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2212-1 et suivants,

Vu le Code de la Route et notamment les articles R110-2 et R411-2,

Considérant l'intérêt de définir et de fixer les limites du territoire aggloméré de la commune de CHENÔVE,

ARRÊTE**Article 1 :**

Les limites de l'agglomération de la commune de CHENÔVE, au sens de l'article R110-2 du Code de la Route sont fixées aux points suivants :

- sur le CD122A et situé à 150m à l'Est de la bretelle d'accès aux parkings du Centre Commercial de Géant Casino,
- boulevard Bernard Palissy situé au niveau du rond point avec le CD122A,
- sur le CD122A situé au carrefour avec la rue du Clos Mutaut,
- avenue Roland Carraz et situé à 50 m au Nord du carrefour avec le CD122A,
- rue Messidor en limite communale Sud-Est et Sud-Ouest avec la commune de Marsannay la Côte,
- rue de Marsannay en limite Sud avec la commune de Marsannay la Côte,
- rue du Chapitre au niveau de la Maison du Chapitre au n° 4 rue du Chapitre,
- rue de Longvic, côté Est, au niveau du pont enjambant la voie SNCF,
- au Nord de la commune : rue Georges Connes, rue des Tulipes, boulevard Maréchal de Lattre de Tassigny, boulevard des Valendons, rue Maxime Guillot, rue de Genève, boulevard Henri Bazin, avenue Roland Carraz, rue des Gaulois, rue des Ateliers, rue Anatole France, rue Alexandre Dumas, rue du 6 Juillet, rue Marcel Sembat, boulevard Bernard Palissy, rue Edmond Voisenet et rue des Ateliers, en limite communale avec la Commune de Dijon

Article 2 :

Les dispositions du présent arrêté seront portées à la connaissance des usagers par la mise en place, par Dijon Métropole, d'une signalisation conforme à la réglementation en vigueur.

Article 3 :

Le présent arrêté prend effet à compter de son affichage ou de sa publication et de sa transmission au représentant de l'État dans le Département.

Article 4 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage.

Article 5 :

Ampliation du présent arrêté sera transmise pour exécution, chacun en ce qui le concerne
à :

- Madame La Préfète,
- Monsieur le Président de Dijon Métropole,
- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
- Monsieur le Commandant de Gendarmerie de Dijon,
- Madame la Responsable du Commissariat de Chenôve,
- Monsieur le Président du Conseil Départemental de Côte d'Or,
- Monsieur le Directeur Départemental du SDIS de Côte d'Or,
- Monsieur le Directeur Général des Services,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques,
- Police Municipale,
- Dossier,
- Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 21/08/2017
Qualité : Maire

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de taille de haie par l'entreprise DUC & PRENEUF, il y a lieu de réglementer temporairement le stationnement au droit de l'entreprise URGO, avenue Roland Carraz.

ARRÊTE

Article 1 :

L'entreprise DUC & PRENEUF est autorisée à intervenir au droit de l'entreprise URGO, sur l'avenue Roland Carraz, entre la rue Paul Langevin et la rue de Longvic.
Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux (300 m linéaires), avec maintien d'un cheminement pour piétons.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 31 juillet au 4 août 2017.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise DUC & PRENEUF sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise DUC & PRENEUF, sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise DUC & PRENEUF,
Police Municipale,
KEOLIS,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 25 juillet 2017



Signé par : Thierry FALGONNET
Date : 28/07/2017
Qualité : Maire

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de terrassement génie civil par l'entreprise LHTP et des travaux de raccordement électrique par l'entreprise SETELEN, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement au droit du 33 rue de Longvic.

ARRÊTE

Article 1 :

Les entreprises LHTP et SETELEN sont autorisées à intervenir au droit du 33 rue de Longvic pour des travaux de terrassement de génie civil et de raccordement.

Une restriction de circulation sera mise en place par demi-chaussée en alternat réglé par feux tricolores, avec maintien d'un cheminement pour piétons.

Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 20 juillet 2017 au 31 juillet 2017.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par les entreprises LHTP et SETELEN sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par les entreprises LHTP et SETELEN sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur des entreprises LHTP, SETELEN,
Police Municipale,
KEOLIS-DIVIA,
DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 25 juillet 2017



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 28/07/2017
Qualité : Maire

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de réparation de fuite d'eau par l'entreprise TDLV, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement au droit du 5 rue Paul Langevin.

ARRÊTE

Article 1 :

L'entreprise TDLV est autorisée à intervenir au droit du 5 rue Paul Langevin pour des travaux de réparation de fuite d'eau.

Une restriction de circulation sera mise en place, par alternat, suivant l'avancement des travaux avec maintien d'un cheminement pour piétons. Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 24 juillet au 31 juillet 2017.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise TDLV sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise TDLV, sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise TDLV,
Police Municipale,
DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 25 juillet 2017



Signé par : Thierry FALGONNET
Date : 28/07/2017
Qualité : Maire

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et le bon déroulement du déménagement de Monsieur MERLE Antoine au 5 rue Charles Poisot, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public comme suit :

ARRÊTE

Article 1 :

Afin de permettre le bon déroulement du déménagement de Monsieur MERLE Antoine, il convient de réserver 2 places de stationnement au droit du 5 rue Charles Poisot (le long du trottoir à côté de l'entrée).

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire le vendredi 21 juillet 2017 à partir de 10h00.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'équipe du Centre Technique Municipal, pendant toute la durée du déménagement.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'équipe Paysage et Espaces Publics, sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :

Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur MERLE Antoine,
CTM (équipe Paysage et Espaces Publics),
Police Municipale,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 25 juillet 2017



Signé par : Thierry FALGONNET
Date : 28/07/2017
Qualité : Maire

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux d'aménagement de trottoir, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement des véhicules au droit du 3 rue de la Justice.

ARRÊTE

Article 1 :

L'entreprise EIFFAGE ROUTE CENTRE-EST est autorisée à intervenir au droit du 3 rue de la Justice pour des travaux d'aménagement de trottoir.

Une restriction de circulation sera mise en place par demi-chaussée par alternat avec maintien d'un cheminement pour piétons suivant l'avancement des travaux. Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 19 juillet 2017 au 07 août 2017.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise EIFFAGE ROUTE CENTRE-EST sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise EIFFAGE ROUTE CENTRE-EST, sous le contrôle de la Police Municipale et de la Communauté Urbaine du Grand Dijon.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de la Communauté Urbaine du Grand Dijon,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise EIFFAGE ROUTE CENTRE-EST,
Police Municipale,
DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 25 juillet 2017



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 26/07/2017
Qualité : Maire

N° ARST_2017_102**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu le livre I, titre II, chapitre III du Code de la construction et de l'habitation ,
Vu le décret modifié n° 95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,
Vu l'arrêté modifié du ministre de l'intérieur du 25 juin 1980, portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public de la 1ère à la 4ème catégorie, complété par l'arrêté du 22 juin 1990 pour les établissements recevant du public de la 5ème catégorie,
Vu le règlement de sécurité contre l'incendie pris en application de l'article R 123-12 du code précité,
Vu l'avis défavorable à la poursuite de l'exploitation émis par la Commission Intercommunale de Sécurité de la communauté de l'agglomération dijonnaise le 13 avril 2011,
Vu l'arrêté de fermeture de cet établissement pris par le maire le 27 février 2017 et affiché en Préfecture le 22 mars 2017,
Vu l'avis favorable à la levée de l'avis défavorable et à l'ouverture au public de cet établissement émis le 28 juin 2017 par la Commission Intercommunale de Sécurité de la communauté urbaine du Grand Dijon,
Considérant les travaux réalisés par la nouvelle gérante de l'établissement « Restaurant Chez Louise » sis 51 avenue Roland Carraz et l'état des locaux désormais conformes aux exigences de sécurité du public,

ARRÊTE**Article 1 :**

Le restaurant « CHEZ LOUISE », anciennement « AVENUE 51 », sis 51 avenue Roland Carraz, peut être ouvert au public.

Article 2 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication et de sa transmission au représentant de l'État dans le Département.

Article 3 :

La présente décision prend effet à compter de sa notification ou de sa publication et de sa transmission au représentant de l'État dans le Département.

Article 4 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à :

- Madame LAISNEY Clothilde, Gérante de la SARL GCL,
- Madame la Préfète de la Région Bourgogne Franche-Comté,

- Monsieur le Président de la Commission Intercommunale de Sécurité de la Communauté Urbaine du Grand Dijon,
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires,
- Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de Chenôve,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques de la ville de Chenôve,
- Police municipale.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 28/07/2017
Qualité : Maire

N° ARST_2017_103**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2212-1 et suivants,

Vu le règlement sanitaire départemental de Côte d'Or, modifié par arrêté préfectoral du 10 mai 1984, et notamment son article 99-2,

Considérant que dans le cadre de ses pouvoirs de police générale, le Maire peut faire procéder, avec l'accord des propriétaires, à l'enlèvement des inscriptions apposées sur les propriétés privées et visibles de la voie publique,

Considérant que les tags et graffitis sur les façades des immeubles riverains de la voie publique sont de nature à porter atteinte à l'ordre public,

Considérant qu'il y a lieu de procéder à l'enlèvement des tags et graffitis dans un délai très court en raison de l'atteinte engendrée aux lieux et afin d'éviter l'apparition de nouvelles inscriptions sur les immeubles alentours par effet d'entraînement, Vu le Code général des collectivités territoriales,

ARRÊTE**Article 1 :**

La commune de Chenôve procède gratuitement à l'enlèvement, dans les conditions définies à l'article 4 du présent arrêté, des tags et graffitis sur les propriétés privées, visibles de la voie publique, en limite du domaine public, sur le territoire de la commune.

Article 2 :

Les interventions sont limitées aux propriétés privées.

Sont toutefois exclues les interventions sur :

- le patrimoine des bailleurs sociaux, ceux-ci bénéficiant notamment d'abattement sur la taxe foncière sur les propriétés bâties en contrepartie de leur engagement dans des plans d'actions portant sur la qualité de vie des habitants (plus particulièrement travaux d'entretien régulier),
- les équipements de réseaux (transformateurs ErDF, armoires de télécommunication...).

Article 3 :

Les propriétaires et syndics de copropriété qui sollicitent la commune à cet effet doivent :

- 1) Déposer plainte auprès de la police nationale,
- 2) Adresser une demande en renseignant le formulaire de « demande d'enlèvement de graffitis et tags » de la commune de Chenôve (formulaire disponible sur le site de la commune de Chenôve ou au bureau de la Police Municipale), et en l'accompagnant d'une copie du dépôt de plainte. Cette demande est à adresser à :
Commune de Chenôve

Direction de la tranquillité publique
2 place Pierre Meunier,
21300 CHENOVE

- 3) Être présent lors du ou des constats contradictoires organisés par la Police Municipale de Chenôve,
- 4) Permettre l'intervention du personnel de l'entreprise mandatée par la commune de Chenôve pour l'enlèvement des tags et graffitis.

Article 4 :

La commune de Chenôve intervient lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- les tags et graffitis sont visibles de la voie publique et réalisés en limite du domaine public.
- les tags et graffitis ne se situent pas à une hauteur de plus de 4 mètres par rapport au niveau du sol,
- les tags et graffitis peuvent être nettoyés depuis le domaine public, plus généralement être accessible aux personnes mandatées par la commune de Chenôve,
- les tags et graffitis peuvent être enlevés sans sujétion technique particulière (matériaux particuliers, état de vétusté des supports...),
- les tags et graffitis sont enlevés uniquement par la mise en œuvre des moyens les plus appropriés dont dispose l'entreprise mandatée par la commune de Chenôve,

Article 5 :

La commune de Chenôve n'est tenue à aucune obligation de résultat.

L'effacement est circonscrit à l'emprise de l'inscription, des tags et graffitis. En aucune manière, il ne s'agit d'effectuer la réfection ou la restauration de la façade, mais uniquement d'assurer le nettoyage ou le recouvrement circonscrit à la partie souillée.

Article 6 :

Ampliation du présent arrêté sera transmise pour exécution, chacun en ce qui le concerne à :

- Madame La Préfète,
- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
- Monsieur le Commandant de Gendarmerie de Dijon,
- Madame la Responsable du Commissariat de Chenôve,
- Monsieur le Directeur Général des Services,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques,
- Police Municipale,
- Cabinet du Maire,
- Centre Technique Municipale (Pôle P.E.P),
- Dossier,
- Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET

Date : 28/07/2017

Qualité : Maire

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de voirie réseau EP par l'entreprise SADCS NOIROT, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement au droit du 3 rue Jean Moulin.

ARRÊTE

Article 1 :

L'entreprise SADCS NOIROT est autorisée à intervenir au droit du 3 rue Jean Moulin pour des travaux de voirie réseau EP.

Une restriction de circulation sera mise en place suivant l'avancement des travaux et la circulation des piétons sera déviée sur le trottoir d'en face. Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire jusqu'au 29 septembre 2017.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise SADCS NOIROT sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise SADCS NOIROT, sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise SADCS NOIROT,
Police Municipale,
KEOLIS/DIVIA,
DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 25 juillet 2017



Signé par : Thierry FALGONNET
Date : 28/07/2017
Qualité : Maire

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et le bon déroulement du déménagement par l'entreprise Déménagements ROBERT au droit du 11 place Anne Laprevôte, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public comme suit :

ARRÊTE

Article 1 :

Afin de permettre le bon déroulement du déménagement par l'entreprise Déménagements ROBERT au droit du 11 place Anne Laprevôte il convient d'autoriser le stationnement d'un camion de déménagement sur la chaussée (3 places de stationnement), ce qui entraînera une restriction de circulation.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire le 1^{er} Août 2017.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'équipe du Centre Technique Municipal, pendant toute la durée du déménagement.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'équipe Paysage et Espaces Publics, sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise Déménagements ROBERT,
CTM (équipe Paysage et Espaces Publics),
Police Municipale,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 25 juillet 2017



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

N° ARST_2017_106**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu notamment l'article L 2213-2 du code général des collectivités territoriales sur les emplacements de stationnement réservés,
Vu notamment l'article R 417-11 du code de la route sur le stationnement très gênant,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation routière,
Considérant qu'il apparaît nécessaire de créer une place PMR au droit du 2 rue Lamartine,

ARRÊTE**Article 1 :**

Une place de stationnement pour personnes à mobilité réduite est aménagée au droit du 2 rue Lamartine.

Article 2 :

La signalisation de cet emplacement réservé est définie comme suit :

- signalisation verticale : panneau de type B6d avec un panonceau de type M6h,
- signalisation horizontale : marquage réglementaire au sol (peinture routière).

Article 3 :

Les dispositions du présent arrêté sont portées à la connaissance des usagers par la mise en place, par Dijon Métropole, d'une signalisation conforme à la réglementation en vigueur.

Article 4 :

Chaque nouvel emplacement, suivant des travaux de rénovation de voirie ou des demandes ponctuelles justifiées, fait l'objet d'un arrêté du Maire spécifique et tient lieu d'additif à l'arrêté n° 13 du 15 janvier 2015 relatif à l'ensemble des places de stationnement réservées pour les personnes.

Article 5 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 6 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage.

Article 7 :

Le présent arrêté prend effet à compter de son affichage ou de sa publication.

Article 8 :

Ampliation du présent arrêté sera transmise pour exécution, chacun en ce qui le concerne à :

- Monsieur le Président de Dijon Métropole,
- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
- Monsieur le Commandant de Gendarmerie de Dijon,
- Madame la Responsable du Commissariat de Chenôve,
- Monsieur le Directeur Général des Services,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques,
- Police Municipale,
- Dossier,
- Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET
 Date : 28/07/2017
 Qualité : Maire